

Opération « mains propres » en Tunisie

Le premier ministre, Youssef Chahed, provoque une tempête politique au nom de la lutte anticorruption

TUNIS - correspondant

Officieusement, tout le monde est d'accord. Comment s'opposer à une campagne anticorruption ? « C'est soit la corruption, soit la Tunisie », avait lui-même résumé le premier ministre, Youssef Chahed, en donnant le coup d'envoi, fin mai, d'un vaste coup de filet contre des réseaux de ripoux. L'affaire est sans précédent depuis la révolution de 2011. Elle manifeste comme un sursaut du pouvoir exécutif face une sombre perspective, celle de « voir la Tunisie devenir un Etat mafieux », selon la mise en garde rituellement lancée par Chawki Tabib, le président de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (Inlucc).

Depuis le 23 mai, les lignes ont bougé. Une quinzaine d'arrestations d'hommes d'affaires et de cadres de l'administration, la plupart liés à la contrebande, ont modifié le climat politique. « C'est très sérieux, cela augure d'un changement profond », commente Michaël Béchir Ayari, analyste pour la Tunisie de l'International Crisis Group (ICG). L'offensive a fait soudainement grimper la cote de popularité de M. Chahed, le plus jeune (41 ans) premier ministre de l'histoire tunisienne, technocrate jusqu'alors plutôt effacé.

Si la classe politique applaudit en façade, les alliés du pouvoir s'enfièvent de petites et de grandes manœuvres. Nidaa Tounès et Ennahda, le parti « moderniste » et la formation « islamiste » réconciliés – après leur dure rivalité des années 2012-2013 – au sein de la coalition dirigeante, sont sur leurs gardes face aux nouvelles ambitions de M. Chahed. La rumeur annonce un remaniement ministériel pour la seconde moitié de juillet. M. Chahed, qui ne peut se passer de leur soutien parlementaire, risque de se voir davantage ligoté. « Ils veulent l'affaiblir », commente un ex-député de Nidaa Tounès.

C'est que le premier ministre a perturbé bien des intérêts en s'attaquant frontalement à Chafik Jarraya, figure emblématique de cette nouvelle caste d'entrepreneurs issue des activités de contre-

bande. Ancien second couteau du clan Trabelsi – la belle-famille de Zine El-Abidine Ben Ali, l'ex-dictateur chassé du pouvoir en 2011 –, M. Jarraya a prospéré après la révolution jusqu'à devenir incontournable dans les cercles du pouvoir. Il avait financé les campagnes électorales de Nidaa Tounès en 2014 tout en cultivant des connivences avec des islamistes libyens et tunisiens. Il se vantait lui-même d'avoir acheté environ vingt-cinq députés et nombre de journalistes.

Sulfureux homme d'affaires

Sûr de son influence et provocateur, il mettait M. Chahed au défi de l'arrêter, ce que ce dernier a fini par faire. Le rôle qui lui est prêté dans la récente agitation sociale dans le Sud tunisien et, en général, ses attaches avec des réseaux libyens ont fini par l'associer à une menace de type stratégique.

L'entrepreneur Chafik Jarraya se vantait d'avoir acheté vingt-cinq députés, mettant M. Chahed au défi de l'arrêter

L'événement déclencheur de son arrestation pour atteinte à la « sûreté de l'Etat », « trahison » et « intelligence avec une armée étrangère », a été sa rencontre à Genève, le 18 juin, avec le chef islamiste libyen Abdelhakim Belhadj, doté de multiples liens avec des groupes armés dans son pays. La veille, M. Jarraya aurait rencontré dans le même hôtel, selon une source ayant eu accès au dossier, un Français, ex-acteur de l'ombre de la diplomatie parallèle en Afrique de Jacques Chirac. Les conversations auraient porté sur une livraison d'armes destinées à un pays africain et devant transiter par le sud de la Tunisie. Telles sont en tout cas les pièces figurant dans le dossier d'accusation, mais que contestent ses avocats.

Quoi qu'il en soit, l'arrestation de M. Jarraya a infligé de sévères dégâts collatéraux à Nidaa Tounès. Le chef du groupe parlementaire du parti à l'Assemblée, So-

fiène Toubai, et deux autres députés de Nidaa Tounès ont été entendus par la justice militaire en raison de leurs connexions avec le sulfureux homme d'affaires. L'embarras est d'autant plus vif à Nidaa Tounès que ces députés sont très proches du chef du parti, Hafedh Caïd Essebsi. Ce dernier, qui doit son poste à sa qualité de fils du président de la République, Béji Caïd Essebsi, espérait contrôler le premier ministre. Or M. Chahed a déclenché la campagne anticorruption sans le consulter.

« Le chef de gouvernement s'est autonomisé en jouant l'opinion publique contre les partis », observe Ridha Belhaj, un député dissident de Nidaa Tounès. Aussi les partis de la coalition, Nidaa Tounès et dans une moindre mesure Ennahda, souhaitent-ils rétablir leur ascendant sur l'exécutif. Le président Essebsi pilote la lutte anticorruption en tandem avec M. Chahed mais, orfèvre en rapport des forces, il le laisse s'exposer seul, voire prendre les coups.

Le poids de la contrebande

C'est peu de dire que le chef du gouvernement avance en terrain miné. Sa principale faiblesse est que l'offensive s'avère, pour le moment, limitée. Elle cible surtout les entrepreneurs émergents, nouveaux riches ayant bâti des fortunes grâce à la contrebande, laquelle a fleuri sur l'affaiblissement de l'Etat depuis la révolution, jusqu'à représenter environ 40 % du PIB. Mais aucune figure de l'élite traditionnelle, économique ou administrative, n'a pour l'instant été inquiétée. « Je pense que M. Chahed est sincère mais il lui faut aller plus loin », affirme

Chawki Tabib, le président de l'Inlucc. Il doit s'attaquer plus profondément aux réseaux dans l'administration, notamment les marchés publics. Il y a tout un système hérité de Ben Ali à démanteler. »

S'il veut échapper au soupçon, notamment celui de servir les intérêts de la fédération patronale Utica, qui a toujours appelé à combattre la « concurrence déloyale » infligée par la contrebande au secteur formel, il lui faudra aussi s'intéresser aux pratiques de certains groupes industriels ou financiers

ayant pignon sur rue, soulignent nombre d'observateurs. A défaut, ses détracteurs ou les sceptiques trouveront là leur angle d'attaque. « Les arrestations sont pour l'instant très sélectives, dénonce Fayçal Jadlaoui, l'avocat de Chafik Jarraya. Pourquoi ne pas arrêter certaines grosses têtes dans l'Etat ? Seuls les maillons faibles du système sont touchés. » « S'il ne va pas plus loin », souligne un proche du parti islamiste Ennahda, cela prouvera que la campagne n'est que de la poudre aux yeux. »

La pression s'intensifie ainsi pour que le premier ministre porte le fer plus radicalement dans la plaie. « S'il échoue, c'est l'Etat qui tombe, avertit un homme d'affaires, car cela signifiera que les mafias ont gagné. » Mais ses rivaux sont à l'affût. Elargir le champ des arrestations, c'est aussi prendre le risque de faux pas politiques ou judiciaires susceptibles de se retourner contre lui. Le dilemme est aigu. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

LE CONTEXTE

PRÉDATION

La transition démocratique tunisienne, célébrée à l'étranger comme l'heureuse surprise du monde arabo-musulman depuis 2011, compte parmi ses défis les plus aigus la lutte contre corruption. Cette dernière se nourrit de pratiques héritées de l'ancien régime – notamment le dévoiement des marchés publics – et de l'apparition de nouveaux modes de prédation, en particulier l'essor de la contrebande aux frontières libyenne et algérienne. En déclenchant contre ce phénomène, le 23 mai, une vaste offensive, sans précédent depuis la révolution, le premier ministre, Youssef Chahed, nommé en août 2016, perturbe les équilibres politiques sur lesquels est fondé son gouvernement de coalition. Les tensions avec son propre parti, Nidaa Tounès, sont exacerbées. M. Chahed parie toutefois sur le soutien de l'opinion publique et son crédit à l'étranger pour conforter ses ambitions politiques.